

LA LETTRE



8 mars : Journée internationale des droits des femmes



85 % de nos bénéficiaires directs sont des femmes. Mais cet indicateur quantitatif suffit-il pour affirmer que nous contribuons réellement à l'émancipation des femmes entrepreneurs ?

Pour y veiller, nous menons régulièrement des études d'impact et de satisfaction, et nous veillons à intégrer l'égalité des droits et des opportunités à tous les niveaux stratégiques et opérationnels de nos organisations. Ceci nous aide à faire évoluer nos pratiques et nos services, pour contribuer à des changements profonds dans les relations et accélérer l'émancipation des femmes.

Nos points forts

1. Accès à nos services financiers : nous accordons des prêts sans caution, ni garantie, ce qui nous permet de servir les plus exclus, et donc les femmes.

- 2. Nos formations sociales et économiques** et le recours à une travailleuse sociale sont essentiels car ils intègrent les intérêts stratégiques des femmes (confiance en soi, promotion du statut social, égalité des droits et des chances, contrôle des ressources économiques, participation à la prise de décision, réduction de la vulnérabilité face à la santé, etc.)
- 3. Accès à l'énergie** pour améliorer les conditions de vie et de travail, mais aussi de sécurité.
- 4. Adaptation aux contraintes et aux ambitions spécifiques des femmes :** nos enquêtes différencient les réponses des hommes et des femmes pour évaluer précisément les besoins de ces dernières et construire des services adaptés.

Nos pistes d'amélioration

- 1. Déployer davantage d'espaces de parole pour les femmes,** dans tous nos programmes.
- 2. Répliquer le modèle d'assurance-santé testé et validé au Burkina Faso**
- 3. Mettre en place avec prudence la digitalisation de nos services :** elle répond à un besoin de

réduire l'isolement et les transports mais il faut, pour les femmes, faciliter l'achat et la maîtrise d'un smartphone (moins utilisé par elles que par les hommes).

- 4. A l'échelon intermédiaire, dans nos organisations locales, augmenter la représentation, la capacité d'agir et de décider des femmes.** Actuellement, dans ces organisations, seulement 37% de nos collègues, 34% des membres de direction et 37% des membres du Conseil d'Administration sont des femmes. Nous devons développer un cadre propice au leadership des femmes pour qu'elles contribuent à faire évoluer les normes sociales.
- 5. Impliquer les hommes :** l'égalité en droits et en opportunités doit se construire avec les hommes ; leur mobilisation est essentielle. Ils peuvent s'engager par solidarité, par soif d'égalité, mais aussi pour questionner des rôles ou représentations pesant sur eux (gagne-pain, invulnérabilité, violence, etc.).

Eugénie Constancias, responsable de la gestion de la performance sociale et environnementale



VIETNAM

FEMMES et HOMMES, ensemble



Duong N'Guyen dirige ACE, l'institution de microfinance sociale que nous avons créée en 2007 pour servir les populations marginalisées et isolées dans les montagnes, au Nord du Vietnam. Aujourd'hui, ACE appuie 6 200 micro-entrepreneurs ruraux. Duong nous rappelle le contexte et les enjeux prioritaires auxquels l'équipe répond.

- 91% de nos bénéficiaires sont des femmes, majoritairement analphabètes
- Les maris travaillent majoritairement dans des villes éloignées. Les femmes assument donc seules, au quotidien, l'éducation des enfants et les activités agricoles.
- Pourtant, les normes socioculturelles patriarcales les cantonnent en théorie à la sphère domestique et leur laissent peu de participation aux décisions de la famille et du village.
- Heureusement, elles sont décisionnaires pour leur activité génératrice de revenu. Mais par manque d'habitude, elles ont du mal à se faire confiance et à prendre des décisions.

Nous avons donc adapté nos services :

- Un pack complet de services favorise les activités agricoles menées par les femmes : crédits de durée adaptée aux cycles de production végétale et animale, formations pratiques dans les champs, initiation à des activités innovantes (ex : élevage du ver rouge pour accélérer le compost et nourrir les cochons).
- Les formations sont simples, imagées, ludiques et interactives pour être comprises et assimilées par les femmes analphabètes de ces minorités ethniques.
- Pour surmonter l'éloignement (les femmes sont très peu nombreuses à conduire une moto), l'équipe apporte à ces femmes :



- Un appui à la commercialisation de leur production
- La possibilité de faire leurs dépôts et retraits d'épargne, dans leur village, à chaque réunion mensuelle
- Lors de ces réunions mensuelles, le partage est organisé pour amener les femmes à prendre confiance en elles, individuellement et collectivement, afin d'oser adopter de nouvelles pratiques salutaires.
- Lorsqu'une femme veut rejoindre le programme, l'animatrice associe son mari pour expliquer les avantages pour sa femme et le ménage de suivre les règles de l'accompagnement. En amenant ainsi le mari à adhérer pleinement au programme, l'animatrice augmente les chances, pour l'épouse entrepreneure, de suivre cet accompagnement sérieusement.
- Les maris peuvent participer aux formations agricoles quand ils sont au village.



ACE M'A REDONNÉ ESPOIR ET MOTIVATION !

J'élevais quelques poulets mais nous étions considérés comme une famille très pauvre, au village. Quand je n'ai pas pu acheter des médicaments pour soigner l'un de mes enfants, j'ai réagi : je me suis rapprochée d'ACE ! L'animatrice m'a accordé plusieurs prêts pour investir dans mon élevage. Et le conseiller technique agricole m'a formée ! Mon élevage s'est développé et il a commencé à dégager du profit. Aujourd'hui, j'éleve 3 vaches, 17 cochons, 40 poulets et je cultive 1 300 m² de champs. Je peux à présent nourrir mes enfants, payer les médicaments s'ils tombent malades. Mes enfants sont en sécurité et heureux, et ça me motive à poursuivre mes efforts, améliorer mon activité. J'arrive à épargner et j'ai de nouveaux projets en plus de l'élevage.



HAÏTI

FEMMES en situation de guerre

Kerene Constant, chargée des Ressources Humaines, nous partage un état des lieux des enjeux et des difficultés des femmes appuyées par Palmis Mikwofynans Sosyal (PMS), notre institution de microfinance sociale en Haïti.

En Haïti, les femmes jouent un rôle central dans la société et l'économie. Mais pour accéder à l'autonomie, elles sont confrontées à des obstacles systémiques qui sont aggravés aujourd'hui dans le contexte de guerre.

Éducation : selon l'UNICEF, le taux d'alphabétisation des femmes de plus de 15 ans est de 57 %, de 21 % dans le secondaire et de 9% dans le supérieur, contre respectivement 64%, 26% et 12 % pour les garçons.

Emploi : le taux d'activité des femmes est de 50 %, contre 72 % pour les hommes. Elles occupent surtout des emplois informels, précaires et peu rémunérés, comme le commerce de rue, le travail domestique ou l'agriculture. Elles sont plus vulnérables à la pauvreté, à l'insécurité alimentaire et aux catastrophes naturelles.

Santé : 56% n'ont aucun droit à la sécurité sociale. Le taux de mortalité maternelle est le plus élevé d'Amérique latine et des Caraïbes, avec 480 décès pour 100 000 naissances vivantes. Elles ont aussi peu accès à la planification familiale et à la prévention des infections sexuellement transmissibles. Les femmes sont aussi plus exposées aux violences sexuelles.

Inégalités des droits et opportunités : 71% des femmes ne possèdent ni terre, ni maison. De plus, le mode informel de leur activité génératrice de revenu limite leur visibilité dans le secteur économique et leur espoir d'indépendance.

Politique : Haïti est le dernier pays au monde pour la représentation des femmes au parlement : 3 femmes sur 118 députés et 1 femme sur 30 sénateurs. Elles sont aussi sous-représentées dans les autres instances de décision, comme le gouvernement, la justice, l'administration publique ou les partis politiques. Mais elles sont loin d'être passives ! Elles revendiquent leurs droits, dénoncent les injustices, proposent des solutions, créent des réseaux de solidarité et contribuent au développement du pays. Heureusement, des institutions de microfinance les aident à développer de petites

activités génératrices de revenus. En théorie, leurs services de base tels que les prêts, l'épargne et l'assurance, devraient leur permettre de lancer ou de développer leurs propres petites entreprises. **Mais il est indispensable de prendre des mesures multidimensionnelles, comme nous le faisons chez PMS** : nous investissons non seulement dans l'amélioration de l'accès aux ressources économiques mais aussi dans l'éducation financière des femmes, la sensibilisation à l'égalité des droits et des opportunités, la formation et le réseautage pour renforcer la résilience des femmes entrepreneures.



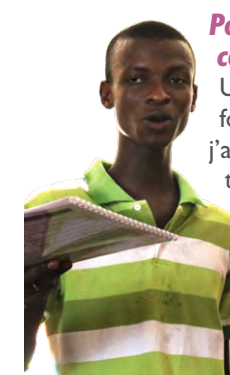
Il faudrait aussi améliorer leur sécurité mais depuis 3 ans, la guerre des gangs fait rage. Des dizaines de milliers de personnes ont été chassées de leur maison et s'entassent dans des camps de fortune ou se réfugient en province. Les rues et les marchés se vident et les marchandes informelles perdent leur activité. En province, la guerre des gangs sévit par ricochet. Voilà ce que j'entends dans le sud-ouest du pays : « Je ne reçois plus de marchandise parce que les gangs coupent les routes ; je n'ai plus grand-chose à vendre ». « Ces dernières années, j'avais réussi à fournir 2 repas par jour à mes enfants, on est redescendu à 1 repas ». « Je faisais les choses correctement, j'avais, j'étais contente. Aujourd'hui, je perds courage. » **Ne pas lâcher ces femmes qui avaient réussi à travailler et à développer leur commerce est une question de survie financière et psychologique pour elles !**



SENEGAL

Droits des FEMMES : l'affaire de tous !

Youssou Aidara est engagé au Nord du Sénégal, au sein de notre institution de microfinance sociale FANSOTO, qui accompagne aujourd'hui 18 200 entrepreneurs, dont 99 % de femmes. Conseiller technique agricole, il est aussi référent sur l'égalité des droits et des opportunités hommes-femmes. Il a initié en 2023 des causeries-débats auxquelles ont déjà participé 247 personnes en 4 mois.



Pourquoi as-tu initié ces causeries ?

Un jour, à la fin d'une formation aux champs, j'ai posé quelques questions sur l'égalité

hommes-femmes. Les femmes ont beaucoup parlé et puis, elles restaient sur place, semblaient ne pas vouloir rentrer. Alors je leur ai proposé d'organiser des causeries plus formelles à l'avenir. Elles ont dit oui !

mini-causerie sur les mariages précoces et/ou forcés. Je prépare toutes ces mini-causeries en collaboration avec Gino Gicqueau, le référent formation d'Entrepreneurs du Monde.

Comment vois-tu la suite ?

On va continuer ! C'est un lieu unique pour oser parler de certains sujets tabous dans la région et pour construire l'émancipation et la paix. Pendant la causerie sur les droits et devoirs des conjoints, elles disent « ça contribue à apporter la paix dans les foyers, les villages, et même dans les marchés ».

La place des hommes ?

Nous travaillons uniquement avec les femmes, pour le moment, mais nous réfléchissons à associer les hommes aux mini-causeries. On pourrait par exemple demander aux entrepreneures d'inviter quelques hommes influents, qui pourraient venir voir puis inciter plus de villageois à participer. Du côté de mes collègues, mon initiative suscite beaucoup d'intérêt aussi. Ils pensent comme moi que l'émancipation sociale et l'émancipation économique grandissent ensemble ; ils sont volontaires pour s'impliquer et développer les mini-causeries.

Quel premier bilan en fais-tu ?

Il y a beaucoup de problèmes sociaux et économiques ici et les bénéficiaires sont très demandeuses de ces causeries : en parler les soulage, partager leurs difficultés les aide à les surmonter.

Certaines ne parlent pas pendant la rencontre, mais après, elles m'interpellent individuellement.

Je voudrais aussi parler de l'excision. C'est un sujet très sensible. Cette pratique est interdite au Sénégal (5 ans de prison) mais toutes les filles sont excisées par des exciseuses venues de Mauritanie, juste de l'autre côté du fleuve.

Les entrepreneures que j'accompagne me disent qu'elles voudraient éviter cela à leurs filles. Mais il faut amorcer le changement ensemble et elles me demandent d'organiser des sensibilisations. Je voudrais aussi organiser une



DES FEMMES ENGAGÉES POUR ELLES

ici et là !

CLAIRE LOSSIANÉ

primée pour son impact

sur la pauvreté et l'insécurité alimentaire



Claire a créé avec nous, au Burkina Faso, YIKRI, une institution de microfinance sociale qui soutient aujourd'hui 40 000 entrepreneurs, dont 82% de femmes. Le 15 novembre 2023, elle a reçu pour YIKRI le premier prix très prestigieux de la Semaine Européenne de la Microfinance. Ce prix valorise l'impact de YIKRI dans la lutte contre la précarité et pour la sécurité alimentaire de tous. Claire s'est exprimée avec émotion...

« En 2015, nous avons commencé à travailler exclusivement avec les plus pauvres, à leur prêter de petits montants sans garantie ni caution, puis nous avons mis en place l'accompagnement agricole, les travailleurs sociaux. Personne ne croyait que c'était possible ! Et pourtant je vais vous raconter l'histoire d'Habibou... Veuve et mère de 5 enfants, elle vit dans un quartier périphérique de Ouagadougou sans aucun service (eau, électricité, éducation, santé, emploi). Elle est venue nous voir car elle n'avait aucun moyen de subsistance, ni accès au crédit. Nous lui avons donné sa chance ! Nous l'avons formée et conseillée pour démarrer et développer une petite unité de production de farine et de couscous de maïs. Sa vie a changé ! Elle arrive à nourrir ses enfants et contribue à la nutrition de ses voisins. La mesure de notre impact

montre qu'en 3 ans, le revenu mensuel moyen de nos bénéficiaires double et que la moitié de ces familles sort de l'extrême pauvreté. Mais aujourd'hui, au Burkina Faso, il y a de plus en plus de personnes vulnérables car les troubles politiques et le réchauffement climatique aggravent l'insécurité alimentaire.

Alors, je dédie ce prix à nos 40 000 bénéficiaires, dont beaucoup se lèvent dès 4h du matin pour aller aux champs ou vendre leur production. Je dédie ce prix aux 105 salariés de Yikri qui écoutent les bénéficiaires, cherchent des solutions avec elles, les encouragent. Je le dédie aussi à Entrepreneurs du Monde qui continue de créer d'autres YIKRI dans le monde. Enfin, je remercie les partenaires qui ont cru en nous et j'invite les acteurs du secteur à intensifier la lutte contre la pauvreté et contre la faim dans le monde ! »

BÉNÉDICTE FOUCHER

soutient leur autonomie

depuis 20 ans

« Depuis près de 20 ans, mon mari et moi soutenons Entrepreneurs du Monde, par prélèvement automatique. Lorsque j'ai découvert cette ONG, j'ai été séduite par sa proposition d'accompagner les bénéficiaires vers l'autonomie par l'entrepreneuriat : Entrepreneurs du Monde favorise non seulement l'insertion économique de personnes en situation de grande précarité, essentiellement des femmes, mais aussi leur insertion

sociale. Or, aider les personnes à prendre leur place dans la société rejaillit sur l'ensemble de leur famille et ouvre des perspectives nouvelles pour les enfants. Récemment, le documentaire *99 femmes au Sénégal* m'a confirmée dans l'idée que donner la parole à ces femmes peut améliorer la société tout entière.

Notre soutien financier à Entrepreneurs du Monde repose sur cette conviction que chaque individu mérite une chance équitable de s'épanouir et de contribuer positivement à son entourage ».



ROSEMARY BLOOM

participe à la gouvernance

de l'association



« J'ai grandi en Afrique du Sud pendant le régime de l'apartheid. L'inconfort que j'ai ressenti en vivant comme une personne privilégiée et blanche au sein d'un système aussi injuste m'a conduit assez jeune à vouloir contribuer à un monde plus équitable et, dès l'âge de 20 ans, je me suis engagée dans différentes activités bénévoles.

En 2020, j'ai découvert Entrepreneurs du Monde et ça a fait écho dans ma vie personnelle et dans mon activité professionnelle, le business coaching. Les outils qui m'ont particulièrement interpellée sont les suivants : l'entrepreneuriat, l'insertion sociale et économique,

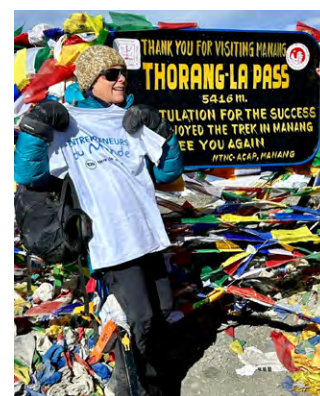
la transmission du savoir-faire et du savoir-être, le soutien aux activités professionnelles des femmes, le soutien à l'Afrique. J'ai commencé par participer à la préparation des pitcheurs en amont de la soirée « Pitch and Give ». Et depuis 2022, je fais partie du Conseil d'Administration d'Entrepreneurs du Monde. J'y approfondis mon engagement, j'apporte mon expertise et j'apprends énormément également. Je m'épanouis en contribuant à des actions concrètes, dans l'objectif de façonner un monde où l'entrepreneuriat, la solidarité sociale, et l'autonomisation des femmes sont les piliers d'une transformation positive ».

ISABELLE KRATIROFF

a relevé un défi personnel

en lien avec elles

« En novembre dernier, avec 3 amis, nous sommes partis faire un trek au Népal. Objectif : atteindre 5 416 m ! C'était un défi personnel, mais j'ai voulu y ajouter une dimension solidaire en m'engageant personnellement à verser à Entrepreneurs du Monde 1€ par mètre d'altitude atteint. L'aventure humaine et sportive a été intense et extraordinaire. Mon tee-shirt Entrepreneurs du Monde blotti au fond de mon sac à dos, j'ai pensé tous les jours à toutes ces femmes et ces hommes qui soulèvent des montagnes pour faire vivre leur famille dignement. Donatrice régulière, ancienne bénévole, je suis heureuse



d'avoir soutenu l'association de cette nouvelle façon. Portée par mon objectif solidaire, je me suis dépassée !

Le 14 novembre, passage du col de Thorong-La à 5 416m d'altitude ! J'avais réussi ! Et c'est avec émotion que j'ai versé 5 416 € à la Fondation Entrepreneurs du Monde, pour accompagner des entrepreneurs dans leur ambition. Alors, merci pour cette belle aventure partagée ! »

ENTREPRENEURS
du Monde

33, cours Albert Thomas - 69003 LYON
Tel : +33(0)4 37 24 76 51

www.entrepreneursdumonde.org

